

PRODUCTION AU-DESSUS DES BESOINS ET OPACITÉ DANS LA SOUS-TRAITANCE

La Cour des comptes épingle la gestion de l'ONPS

La Cour des comptes, qui a passé au peigne fin la gestion de l'ONPS, note la régression de sa part de production au profit des imprimeurs externes et estime que ses procédures de passation de marchés ne favorisent pas la transparence. Le Soir d'Algérie a pu consulter le rapport d'enquête. Compte rendu.

Lyas Hallas-Alger (Le Soir) - Alors que les manuels scolaires invendus s'accumulent, les pénuries rythment les rentrées scolaires. Le livre scolaire n'arrive pas aux élèves, et ce, en dépit d'une production en quantités insolemment au-dessus des besoins en la matière par l'Office national des publications scolaires (ONPS). Ainsi, la Cour des comptes, qui a passé au peigne fin la gestion de l'ONPS sur la période 2009-2013, a révélé l'accumulation de 18,4 millions de livres invendus durant ce

quinquennat, ce qui équivaut à deux années de production propre de l'ONPS qui était de l'ordre de 9 millions de livres en 2013. Selon le rapport d'enquête que *Le Soir d'Algérie* a pu consulter, la part de l'ONPS dans la production globale des manuels scolaires (38 millions de livres en 2013) a beaucoup régressé au profit des imprimeurs externes auxquels une grande partie de l'édition et de l'impression est, désormais, sous-traitée dans des conditions douteuses : «Recours aux bons

de commandes puis aux marchés de régularisation sans l'avis du Conseil d'orientation, dépassement des délais de livraisons sans application des pénalités de retards et passation de marchés sans recourir à la commission d'évaluation des offres.»

En effet, les procédures de passation des marchés ne favorisent pas la transparence aux yeux des magistrats de la Cour des comptes, et la gestion du livre scolaire par l'ONPS – un établissement public à caractère industriel et commercial (Epic) créé en 1990 pour assurer l'impression, l'édition et la diffusion des ouvrages, revues et documents écrits et de tous autres supports didactiques pour les huit millions d'élèves des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) –, s'avère très coûteuse pour le budget de

l'Etat. «Le monopole du livre scolaire lui permet d'avoir une situation financière florissante due principalement à l'importance de la population scolaire qui bénéficie de la contribution de l'Etat», souligne-t-on. Or, le statut d'Epic, ont conclu les magistrats de la Cour des comptes, est en porte à faux avec les conditions d'exercice de l'ONPS. «La distribution gratuite de 80% des livres fait supporter à l'Etat les charges de cette gratuité alors que cet avantage n'est censé concerner que les élèves démunis», précise-t-on.

Des marges bénéficiaires aberrantes

Le chiffre d'affaires de l'ONPS est passé de 6,3 milliards de DA en 2009 à 9 milliards de DA en 2013. Le bénéfice dégagé est passé pour la même période de 1,9 à 2 milliards de DA. L'Etat verse 6,5 milliards de DA annuellement à l'Office, une contribution qui couvre les besoins de quatre millions d'élèves, soit la moitié de la population scolaire qui reçoit gratuitement 36,6 millions de livres.

Ce faisant, les ventes de l'ONPS ne dépassent même pas les 15% de sa production déjà en constant déclin. L'Office ne se sent pas vraiment obligé de vendre. Ou même de recouvrer ses créances qui s'élèvent à 2,6 milliards de DA dont une partie remonte aux années 1990 : «Cette situation reflète une inadéquation entre les quantités de livres distribués et le plafond des crédits autorisés fixés par la tutelle (...) La réglementation limite le bénéfice de la gratuité des livres scolaires aux seuls élèves démunis».

En tout cas, ont noté les magistrats de la Cour des comptes, la vétusté de l'outil de production de

l'ONPS serait à l'origine de la sous-traitance qui s'organise à travers des contrats de coédition et d'impression. Le rapport, qui ne mentionne pas les noms des éditeurs et des imprimeurs sous-traitants, indique que la part des coéditeurs était de l'ordre de 4 millions de livres en 2013 alors que les imprimeurs ont réalisé près de 34 millions de livres. Les sous-traitants réalisent ainsi les quatre cinquièmes des publications scolaires produites.

Les magistrats de la Cour des comptes signalent, par ailleurs, le caractère aléatoire dans la détermination des prix de vente qui n'ont pas poussé pour autant le ministère de l'Education nationale à réagir. L'analyse des prix pratiqués par l'ONPS a montré qu'il s'octroie des marges bénéficiaires incongrues, variant dans une large plage allant de 11 % (livre d'anglais de première année moyenne) à 350% (livre d'activités maths primaires). «La réduction des marges bénéficiaires auraient eu pour conséquence la réduction des prix de vente des manuels», conclut-on.

Si la réponse de l'ONPS n'est pas parvenue aux auditeurs au moment de l'élaboration de leur rapport qui vient d'être finalisé, la Cour des comptes recommande «l'élaboration d'un cahier des charges, l'établissement d'un fichier des élèves démunis et la mise en place de procédures de passation de marchés et d'acquisitions de matières premières et, surtout, l'établissement d'une prévision de la demande en manuels scolaires basée sur des données fiables qui permettraient une utilisation efficiente des ressources financières de l'Etat ainsi qu'une meilleure négociation des coûts».

L. H.

LE PROCÈS DES CADRES DE L'ONEC REPORTÉ

Il se tiendra en audience spéciale

Attendu pour hier, le procès de l'affaire des cadres de l'Onec (Office national des examens et concours), poursuivis dans le scandale de la fuite des sujets du bac de juin dernier, est reporté pour le 27 du mois en cours.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La décision a été prise par la présidente du tribunal correctionnel de Sidi M'hamed après accord avec la défense. La juge a, par ailleurs, refusé la demande de la liberté provisoire introduite par les avocats des mis en cause. Un refus exprimé aussitôt l'accusation s'étant opposée à la demande de la défense. Ce premier report du procès a été justifié par l'absence de certaines personnes à l'audience de ce lundi.

Au nombre de quatre personnes, les mis en cause, actuellement en détention provisoire, ont difficilement gardé leur émotion lors de leur apparition dans la salle d'audience. Cette dernière s'est avérée exigüe pour contenir l'assistance venue nombreuse. C'est d'ailleurs, l'une des raisons qui a contraint la présidente du tribunal à renvoyer le procès pour le programmer en audience spéciale. Il

est à rappeler que les mis en cause sont défendus par une quinzaine d'avocats. Ces derniers se sont d'ailleurs déclarés optimistes quant à l'issue du procès.

L'avocat de Nadjib Yaïche, inspecteur de l'éducation nationale, avait soutenu il y a un mois qu'il n'y a aucune preuve matérielle qui établit l'implication des cadres de l'Onec et que ces cadres n'ont pas le mobile pour commettre un tel forfait». Et d'ajouter : «Les enquêteurs n'ont fait que des constatations mais, ils ne les ont pas accusés directement.»

Les cadres de l'Onec, faut-il le rappeler, sont poursuivis pour abus de fonction, divulgation de secrets et délit de coalition. «Nous n'avons pas voulu intervenir dans le débat au mois de juin pour laisser cette session extraordinaire se dérouler dans le calme justement», a déclaré M^e Mostefa Bouchachi. Mais, a-t-il souli-

gné, «nous ne pouvons pas continuer à admettre cette détention qui ne se base sur aucune preuve». Lors d'une conférence de presse tenue en septembre dernier, il dira que Nadjib Yaïche et ses trois autres collègues n'étaient que des «boucs émissaires» pour «calmer l'opinion publique et lui redonner confiance».

«La ministre de l'Education nationale Nouria Benghabrit a déclaré, il y a trois jours, que l'Onec n'avait aucune relation avec les fuites. En fait, il existe plus de 300 centres à travers le pays. Ces fuites pouvaient provenir de plusieurs endroits», a argumenté M^e Mostefa Bouchachi qui estime que les poursuites ont été faites «dans la précipitation».

Et de déplorer : «Ces cadres sont des responsables au sein de cet organisme et leur inculpation donne un mauvais signal aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Le fait de les présenter comme des traîtres ne manquera pas d'ébranler la confiance dans les institutions du pays.»

A. B.

AFFAIRE DES CONTENEURS DÉNONCÉE

PAR BAKHTI BELAÏB

Deux importateurs en fuite condamnés à dix ans de prison

La justice a tranché hier dans l'affaire des deux conteneurs chargés de pièces de rechange non conformes. En effet, le tribunal de Sidi M'hamed a rendu son verdict à l'encontre des neuf mis en cause en prononçant des condamnations allant de trois à dix ans de prison ferme.

C'est dans une salle d'audience pleine à craquer, que la présidente de la deuxième chambre correctionnelle près le tribunal de Sidi-M'hamed a rendu son verdict dans l'affaire des deux conteneurs chargés de pièces de rechange non conformes.

Une affaire qui avait occupé, il y a quelques jours, les devants de la scène médiatique, soit au lendemain des révélations faites par le ministre du Commerce, M. Bakhti Belaïb. Ainsi, les verdicts prononcés en séance plénière ont concerné huit personnes sur les neuf poursuivies par la justice. Une seule relaxe a été prononcée, alors que pour les autres, leurs peines varient de trois à dix ans de prison ferme. Les deux importateurs actuellement en fuite étaient les seuls à être condamnés à la peine maximale soit dix années de prison ferme. Pour rappel, l'affaire avait été évoquée par Bakhti Belaïb, ministre du Commerce

et relayée par plusieurs médias. Lors d'une rencontre avec des associations de consommateurs, il avait pointé du doigt des commerçants auteurs d'activités illégales, notamment un importateur de pièces de rechange de véhicules non conformes. Ce dernier, en dépit de l'interdiction des Douanes et de la DGSN, a réussi à dédouaner sa marchandise, conditionnée dans deux conteneurs, en déclarant toutefois qu'il s'agissait de produits alimentaires. Le ministre du Commerce a rajouté que l'importateur, suite au blocage de ses pièces de rechange, s'est présenté au ministère, menaçant les cadres tout en les défiant qu'il «va faire entrer ces produits». La «sortie» médiatique de Bakhti Belaïb a fait réagir le ministre de la Justice Tayeb Louh. Celui-ci avait affirmé que «les portes du parquet sont ouvertes», invitant son collègue à saisir le procureur de la République. Le ministère du

Commerce avait ensuite indiqué dans un communiqué du dimanche 25 septembre avoir récupéré, en coordination avec les services de sécurité et des Douanes, les conteneurs chargés de pièces de rechange non conformes. Le ministère a aussi engagé des poursuites judiciaires contre les auteurs de l'infraction, ajoute-t-on. Une plainte avait été déposée près le tribunal territorialement compétent en octobre 2015. Les personnes impliquées ont été incarcérées à l'exception de deux accusés en fuite à l'étranger. La même source avait souligné que «dans le cadre des missions de ses différentes brigades de contrôle de la qualité et de la répression de la fraude, notamment au niveau des frontières (aéroports et points de transit terrestres et maritimes), le ministère œuvre en coordination avec les différents services chargés de la protection de l'économie nationale dans la stricte application de la loi et saisit automatiquement les instances judiciaires compétentes en cas de dépassement ou de fraude ».

A. B.

L'OUVERTURE DU RÉSEAU A EU LIEU LE 8 OCTOBRE

Ooredoo offre la 4G au prix de la 3G

L'opérateur de téléphonie Ooredoo lance officiellement ses services de téléphonie mobile de 4^e génération (4G). Pour ce faire, et en l'absence du tout nouveau P-dg retenu pour des raisons professionnelles, ce sont Ramdane Djazairi, directeur opérationnel des relations publiques et médias, et Gialuca Redolfi, chief commercial officer (CCO), qui ont animé hier au siège de l'entreprise une conférence de presse consacrée au lancement de la 4G. D'emblée, Gialuca Redolfi a indiqué qu'Ooredoo a ouvert son réseau 4G le 8 octobre 2006, dans 3 wilayas, à savoir : Tlemcen, Tizi-Ouzou et Béchar. Auxquelles s'ajouteront une vingtaine d'autres wilayas «avant la fin de l'année en cours», notamment Alger, Oran, Sétif et Constantine.

Le conférencier a en outre confirmé que les «prix de la 4G sont les mêmes que ceux de la 3G» et assuré, également, que l'entreprise «dispose de toutes les ressources humaines et techniques nécessaires pour garantir une qualité optimale des prestations et assurer un réseau performant». Selon lui, les nouveaux services 4G «permettront aux clients Ooredoo de découvrir des améliorations considérables en termes de vitesse de téléchargement, de TV sur mobile, de streaming ou d'appels Voix en qualité HD». Et afin de simplifier l'accès à la 4G pour ses clients, Ooredoo a décidé de faciliter l'activation. «Pour activer la 4G, il suffit au client de se présenter dans une boutique Ooredoo ou dans un point de vente agréé. Les clients Ooredoo bénéficieront gratuitement d'une nouvelle SIM compatible à la 4G, tout en gardant le même numéro», a expliqué, pour sa part, Adel Derragui, directeur adjoint marketing opérationnel. A noter que ces nouvelles SIM sont également compatibles avec la téléphonie 2G et 3G «lorsqu'un client se déplacera dans d'autres wilayas couvertes par le réseau Ooredoo».

Par ailleurs, Gialuca Redolfi a annoncé qu'Ooredoo lancera prochainement des promotions «avec des avantages inédits et les meilleurs tarifs du marché». Aussi, à l'occasion de l'ouverture de ses services 4G, l'opérateur a lancé une vaste campagne de communication axée autour du message principal : «Dima Plus», à travers divers supports médiatiques (TV, radio, presse écrite, web et affichage urbain). Une campagne qui reflète, selon ce responsable, «les principales valeurs défendues par Ooredoo, en l'occurrence l'algérianité, la proximité et la citoyenneté». Rappelons qu'Ooredoo a réalisé avec succès des essais techniques 4G ainsi que des démonstrations de pré-lancement commercial de ses services 4G à Tlemcen le 11 juillet 2016, atteignant une vitesse maximale de 70Mb/s. Enfin, Ooredoo revendique le leadership technologique et confirme «son implication dans la réussite de la révolution digitale et de l'industrie numérique en Algérie».

Y. D.